



Licenciements, austérité, chômage : la colère gronde !

La lutte est la seule et unique voie pour faire reculer patronat et gouvernement !

A l'heure où les sénateurs se préparent à durcir le projet de budget austéritaire *c'est par la grève et dans la rue que notre avenir se décidera*. Ainsi les agriculteurs ont repris le chemin de la mobilisation contre le traité de libre-échange entre l'Union européenne et le Mercosur. Ce mouvement inquiète le gouvernement car cet accord n'est pas seul responsable de leurs difficultés actuelles. A la SNCF l'appel à la grève le 21 novembre contre le démantèlement du Fret ferroviaire, la privatisation, les salaires passera en reconductible à partir du 11 décembre. De nombreux appels se multiplient dans la fonction publique, enseignements, santé, petites enfance, commerce, industries... « *Le gouvernement rattrapé par l'effervescence sociale* » titre *Le Monde*, Des dizaines de milliers de salariés de l'automobile, de la chimie, de la sidérurgie⁽¹⁾, du bâtiment, de l'industrie spatiale⁽²⁾ et de la grande distribution risquent de se retrouver sans travail. Des millions d'ouvriers, d'employés, de précaires se privent parce que les salaires n'ont pas suivi l'inflation et le gouvernement veut leur imposer de nouveaux sacrifices pour éponger la dette de 1.000 milliards d'euros de cadeaux aux plus riches et aux grandes entreprises capitalistes.

Les plans de licenciements se multiplient ces dernières semaines, menaçant jusqu'à 300.000 emplois. De quoi faire craindre à Macron et Barnier une généralisation des colères, dans un contexte où le chômage connaît une aggravation. Le patronat en profite pour taper du poing sur la table et les plans de licenciements sont utilisés pour infléchir la politique gouvernementale dans un sens encore plus pro-patronal. Le président du Medef, Patrick Martin déclare dans *Le Parisien* : « *Entre hausses d'impôts et créations d'emplois, il faut choisir* ». Il ajoute à propos des 150.000 emplois menacés de suppressions : « *cela peut même être pire si les dispositions prévues dans [le budget] sont appliquées*. Le Medef préconise aussi une hausse d'un point de la TVA couplée à une baisse des cotisations sociales. L'unique préoccupation de ces monopoles que sont Michelin, Stélanis, Valéo, Lactalis...est de gagner des parts de marché et faire plus de profits. Les capitalistes amassent les milliards et en veulent toujours plus.

De lourdes attaques contre le monde du travail sont en cours et les directions syndicales continuent de privilégier le dialogue social. Même si une date de mobilisation est annoncée par la CGT le 12 décembre le dialogue social se poursuit. En fin de semaine dernière, trois accords sur l'assurance chômage, l'emploi des seniors et les parcours syndicaux ont été signés avec les patrons licencieurs. L'accord national interprofessionnel sur l'emploi des seniors devrait être signé par la plupart des organisations. Seules la CGT (côté salariés) et la CPME (côté patronal) n'y sont pas favorables.

Sur l'assurance chômage, la ministre du Travail Astrid Panosyan-Bouvet avait demandé 400 millions d'euros d'économie supplémentaire aux *partenaires sociaux*. Ils font mieux que ça! Le compromis trouvé sur l'assurance chômage devrait générer 1,7 milliard d'euros d'économie par an. Les employeurs décrochent une baisse de leur cotisation chômage, qui passera de 4,05 % à 4 % sur le dos des demandeurs d'emploi. Les durcissements de l'assurance chômage risquent d'aggraver la situation des « ni en emploi ni à la retraite ». Les aides des demandeurs d'emploi seniors seront repoussées de deux ans pour se caler sur la retraite à 64 ans, une façon d'acter et de se coucher sur la réforme des retraites.

Il est impératif de s'organiser et exiger la rupture du dialogue social et la construction d'un véritable plan de lutte, en faveur de l'augmentation générale des salaires, de l'emploi, contre l'austérité, C'est urgent de faire entendre la colère. La lutte collective est la seule et unique voie afin de faire reculer patronat et gouvernement ! La seule perspective étant dans une riposte générale face aux attaques dans tous les secteurs.

Ouvriers, employés, cheminots, travailleurs du public, agriculteurs, retraités, étudiants... pour se faire entendre, pas le choix, il faut se battre pour nos intérêts de classe contre le patronat qui nous exploite, contre son système. Et il est absolument vital de lutter dans la perspective d'une autre société débarrassée de l'exploitation capitaliste

⁽¹⁾Le géant de la métallurgie ArcelorMittal a annoncé le 19 novembre la fermeture de deux sites industriels à Reims (Marne) et Denain (Nord). Spécialisés dans la transformation de bobines d'acier,

⁽²⁾Airbus fabrique des satellites et le groupe compte 35 000 salariés, les salariés ont été informés par mail d'une "*réduction du nombre de postes jusqu'à 2 500*". Thales, l'un des leaders du secteur annonce un plan de 1 300 suppressions de postes.

⁽³⁾ La CGT et la CFE-CGC ne devraient pas signer.